



Bulletin mensuel de la Commission Vérité et Réconciliation

Q. Kabondo, Avenue du 13 octobre, n°16, www.cvr.bi
Tél. :22 279169 ; 22 280706 B.P. 2620 Bujumbura, Burundi

N°11
SEPTEMBRE 2020

SOMMAIRE

- DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA CVR À GIKUZI 2
- OPINION SUR LA RÉPUBLIQUE DE MARTYAZO 3
- MAKAMBA , 1972 : LE SITE DE VUGIZO, LIEU SINISTRE MEMOIRE 3
- MAKAMBA: 1972, LE PEUPLE PRIS ENTRE DEUX FEUX 3
- DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA CVR A GIKUZI, VUGIZO, LE 15/09/2020 (SUITE) 4
- UN TMOIGNAGE HORS-PAIR: LES REBELLES MAYI MULELE EN 1972 VOULAIENT RENVERSER LE REGIME DU PRESIDENT MICOMBERO 5
- RUMONGE: HISTOIRE D'UNE FOSSE COMMUNE SITUEE DANS LA COUR INTERIEURE DE L'HOPITAL 6
- LU POUR VOUS: GITEGAKARUSI : UNE DÉLÉGATION DE L'EAC VISITE DES FOSSES COMMUNES DE 1972 7
- ENQUETES ET EXHUMATIONS DES FOSSES COMMUNES DE LA CRISE DE 1972 DANS LES PROVINCES DE RUMONGE 8

Statistiques du 25/8 au 26/9/2020 sur les objets exhumés en province Rumonge :

- Douilles : 82
- Portemonnaies: 15
- Paires de chaussures: 21
- Ceintures: 11

EDITORIAL

Septembre 2020. Un mois particulièrement riche en événements de la Commission Vérité et Réconciliation du Burundi. Deux provinces du Sud traitées simultanément: Makamba et Rumonge. Deux provinces des plus frappées au cours du second trimestre de l'année 1972. Deux provinces où Commissaires, Cadres et Agents de la CVR ont séjourné de manière permanente au cours de tout le mois de Septembre. Pourquoi? Pour comprendre la crise de 1972. Pour mener des enquêtes approfondies. Pour exhumer des fosses communes, ces preuves irréfutables de la barbarie humaine de la crise de 1972.



Le Président de la CVR (au micro) donne des explications sur une fosse commune de Gikuzi (présence du Premier VicePrésident de l'Assemblée nationale, Hon. Dr Sabine Ntakarutimana

Comprendre! Oui, car le sud a été spécial dans cette crise. Les témoignages le confirment. L'ancienne province de Bururi (actuellement Bururi, Makamba et une partie de Rumonge) a été la seule à subir les attaques des assaillants dits mulélistes. Ces attaques visaient des batutsi. Elles ont été suivies d'une riposte militaire foudroyante, disproportionnée et aveugle au sein des bahutu. Des arrestations arbitraires de fonctionnaires, élèves, commerçants, paysans aisés... sur base de listes préétablies, ont suivi.

L'ancienne province de Bururi a payé un lourd tribut en termes d'effectifs de victimes. L'ancienne province de Bururi a enregistré le plus grand nombre de fosses communes de 1972. Beaucoup de victimes ont été jetées dans des rivières comme Siguvyaye, Jiji et Murembwe. La province de Bururi a produit le plus grand contingent de réfugiés hutu en Tanzanie.

La Commission Vérité et Réconciliation s'est installée dans Makamba et Rumonge le 25 août 2020 afin de prendre le temps nécessaire de tout comprendre. Ses Commissaires ont écouté des témoins et des victimes. Ils se sont rapprochés des populations de Karinzi, Butambasha, Butanyerera, Gikuzi, Vugizo, Martyazo, Gahandu, Gasekere, Kabuye, Gishiha, Rurambira, Nyanza Lac, Kigwena, Minago, etc. Elle clôture provisoirement ses enquêtes et investigations dans Rumonge et Makamba pour entrer bientôt dans l'actuelle province de Bururi pour les mêmes objectifs.

Amb.Pierre Claver Ndayicariye

UKURI KUNYWANISHA

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA CVRA GIKUZI, VUGIZO, LE 15/09/2020

Au nom de la Commission Vérité et Réconciliation du Burundi, permettez-moi de souhaiter la bienvenue à toutes les autorités présentes à cette cérémonie de la mémoire et de la douleur. Une cérémonie de la mémoire d'abord car les Burundais en général et ceux de la Commune Vugizo en particulier revivent à travers ces instants le lourd deuil et la pesante souffrance qu'ils portent en eux et dans leur famille depuis plus de 48 ans. Une cérémonie de la souffrance ensuite car les populations de la Commune Vugizo qui ont vu les leurs massacrés, violés et jetés dans les toilettes et dans les fosses communes de Gikuzi et ses environs en mai 1972 ont été condamnés au silence traumatisant et au désespoir face à la barbarie qui a fauché de nombreuses familles de Vugizo.

Au nom de toutes les familles du Burundi pour lesquelles le droit de pleurer a été bafoué et qui, par conséquent, n'ont pas pleuré les leurs ; au nom de celles et de ceux qui n'ont pas été autorisés à faire le deuil, la Commission Vérité et Réconciliation s'incline devant la mémoire des innocents tués par l'intolérance politique et le venin de la haine ethnique. Ces personnes qui dorment dans les toilettes et les fosses communes de Gikuzi et ses environs ont été assassinés par le mépris, l'arrogance et l'irresponsabilité d'un pouvoir politique de la Première République qui a délibérément choisi de ne pas protéger ses citoyens.

Rien ne peut justifier l'ampleur des tueries sélectives massives que les collines de Vugizo ont connues en 1972. A la tête de la commune de Vugizo, il y avait un Administrateur communal qui s'est autoproclamé pour les besoins de la cause ; il est toujours en vie. La CVR tentera de lui faire parler, conformément à la loi de novembre 2018 pour qu'il éclaire la Commission sur la réalité de la tragédie qui a frappé cette région. La Province de Bururi avait un Gouverneur militaire ; il est lui aussi encore en vie. La CVR du Burundi lui fera également parler pour qu'il livre sa version de la crise qui a fauché de nombreuses familles dans les provinces actuelles de Bururi, Rumonge et Makamba.

Les tueries ont visé les paysans de tous âges, les fonctionnaires de l'Etat, les magistrats, les opérateurs économiques, les militaires et les gendarmes, les enseignants, les élèves des écoles secondaires, les religieux et tous ceux que les tueurs ne voulaient pas voir vivre. Les collines de la Commune Vugizo ont été vidées ; les hommes Bahutu ont été tués en masse ; les femmes Batutsi et Bahutu ont été violées avant d'être jetées dans les fosses communes. Quelques rescapés ont pris le chemin de l'exil, en particulier vers la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. Les premiers témoignages dont dispose la CVR parlent aussi des personnes assassinées et qui ont été jetées dans les rivières, dans le lac Tanganyika ou dans la brousse.

Le site de Gikuzi en Commune de Vugizo est un lieu célèbre de triste mémoire. Quand les adultes rescapés parlent à la CVR, les Commissaires n'en reviennent pas. Le mode opératoire pour arrêter et massacrer les innocents sélectivement était sophistiqué : les populations étaient convoquées pour participer aux réunions de paix et d'unité (*Inama z'amahoro n'ubumwe*) par l'autorité communale et les responsables militaires de l'époque. Arrivées au Chef-lieu de la Commune Vugizo (ici même), les populations étaient séparées sur base ethnique : les Bahutu étaient regroupés dans une salle ; les Batutsi étaient mis de côté. Tout autour de ce terrain que voici, il y avait un peloton militaire chargé d'exécuter tous les Bahutu qui avaient été sélectionnés et regroupés.

La CVR rappelle cette réalité pour que le monde sache qu'il y a une histoire et un passé douloureux de notre pays que la communauté internationale ignore ou ne veut pas lire. Les jeunes Burundais découvrent petit à petit qu'il y a une histoire tragique que les parents ont cachée à leurs enfants. A Gikuzi, en Commune de Vugizo, en mai 1972, des femmes Batutsi et des femmes Bahutu ont été violées devant leurs mamans avant d'être tuées et jetées dans les fosses communes. La CVR du Burundi en parle devant cette auguste assemblée car elle a déjà des noms de femmes, victimes de ces barbaries sans nom.

C'est donc sur ce site tristement célèbre de Gikuzi, en Commune de Vugizo, que la CVR lance ce mardi 15 septembre 2020 la deuxième phase des exhumations des fosses communes de Makamba. Sur ce site, la CVR a déjà fouillé et confirmé sept fosses communes de mai 1972 et une huitième fosse commune qui, selon les témoins, date de 1997.



Image du Tribunal de résidence de Vugizo en 1972

Nous remercions les éléments de la FDN œuvrant dans cette zone pour leur appui dans la découverte de ces fosses communes. En 1972, il y avait ici les bureaux de la Commune et du Tribunal de résidence de Vugizo. Ce tribunal que vous voyez de ce côté en état délabré, fût le lieu de l'holocauste, car, avant d'être tuées les victimes étaient rassemblées dans cet endroit. Les victimes venaient innocemment des collines Gikuzi, Martyazo, Rutegama, Kiyazi, Rurambira, Gahandu, Kagege, Mutobo, Nyamurinzi, Jongwe, Gitaba, et j'en passe. Soit au total une vingtaine de collines. Ces innocents répondaient à l'autorité communale ; ils ne se reprochaient de rien. Ils ne savaient pas qu'ils avaient rendez-vous avec la mort.

Le Burundi a besoin d'une paix durable et d'une véritable réconciliation nationale. Cette paix et cette réconciliation doivent préalablement plonger leurs racines dans la vérité sur les crises politiques et les tueries qui ont endeuillé les familles. Comprendre les motivations, les plans et les acteurs des crises de 1965, 1969, 1971, 1972, 1988, de 1991 et de 1993 permettra aux Burundais de quitter les tunnels de la haine ethnique, du mensonge et de l'hypocrisie ravageurs de notre société.

C'est la principale mission confiée à la CVR. Que tous les responsables du Burundi, jeunes et moins jeunes, comprennent que notre société ne peut pas bâtir la paix sur les fosses communes éparpillées dans nos collines et quartiers. Le sang des Bahutu, des Batutsi et des Batwa a été versé gratuitement. La fracture de la communauté est réelle. Il faut un sursaut national qui protège les filles et les fils de ce pays. Il faut quitter les raccourcis de la globalisation. Il faut que les Burundais apprennent « à vivre et à survivre ensemble ».

Il y a une urgence à réécrire une histoire partagée par de nombreux Burundais. Celle qu'on enseigne dans les écoles aujourd'hui contient plusieurs pages de mensonges délibérément entretenus. La preuve : aucun livre sur les fosses communes des crises passées que le Burundi découvre et exhume actuellement. Le silence des vivants qui savaient a été noyé par le chagrin des innocents tués. La douleur des familles endeuillées a été étouffée par le regard terrorisant des présumés auteurs.

LIRE LA SUITE DU CONTENU DU DISCOURS A LA PAGE 4

OPINION SUR « LA RÉPUBLIQUE DE MARTYAZO »

Novat Nintunze est un burundais, auteur du livre: « BURUNDI 1972 : MASSACRES DES TUTSIS. SOUVENIRS ET TMOIGNAGES ». Il a accepté que la CVR publie sous la forme d'opinion, son témoignage sur ce qui a été appelé « La République de Martyazo ». Étant lui-même natif de la localité, il a vécu dans sa chaire sur sa colline natale les atrocités de 1972. Il dément l'existence de la soi-disant « République de Martyazo » dans le chapitre 23 de son livre, pp.230-233.

J'ai lu cette appellation pour la première fois en 1988, dans un rapport écrit par le professeur René Lemarchand sur les événements de 1972 au Burundi. Il citait des publications par des organisations d'étudiants Hutus Burundais. Depuis, « la République de Martyazo » s'est retrouvée dans plusieurs écrits, dans des journaux et dans des livres. Même récemment un jeune homme originaire de Vugizo m'a demandé si cette fameuse république a existé. Je lui ai répondu que non, et que, dans Vugizo nous n'en avons jamais entendue parler. Ni en 1972 ni plus tard. Mon avis est qu'elle a été une invention pour donner de la noblesse aux meurtriers des pauvres populations de Vugizo.

Logiquement, Martyazo ne pouvait pas être choisi comme le lieu de l'assise ou de la fondation d'une république. A Martyazo en 1972, il y avait ceci : l'Église catholique, les appartements des prêtres (3 prêtres européens), les salles de catéchèse, la bâtisse de l'école primaire qui abritait les classes de la troisième à la sixième, une bâtisse séparée qui abritait la première et la deuxième année. Plus loin il y avait le moulin et la menuiserie qui appartenaient à la paroisse, deux ou trois cabarets, une boutique et un ou deux petits restaurants. Gishiha avait plus d'installations : l'église protestante et bureaux annexes, les logis des missionnaires et infirmières suédoises, l'unique dispensaire de la région avec des salles d'hospitalisation et maternité, environ cinq boutiques, un moulin, et le bureau de la zone (subdivision de la commune). Gikuzi avait le tribunal communal et les maisons d'habitation de l'administrateur, et des deux juges. Le centre de Vugizo était plusieurs fois plus grand que Martyazo, Gishiha et Gikuzi combinés. Au centre de Vugizo on trouvait près de cinquante magasins, le marché central, plusieurs cabarets, plusieurs petits restaurants, un abattoir, 1-2 moulins, une école de catéchèse, une production de briques, les bureaux de la commune, et la prison communale. C'était le centre commercial, politique et administratif de la région. C'est bien connu que les soi-disant insurgés se rassemblaient toujours au bureau communal les après-midis, après « le travail » de la matinée. Leurs chefs étaient à Vugizo. C'est là qu'un certain drapeau a été hissé (de même qu'à Mabanda). Si République il y aurait eu, elle aurait été « de Vugizo ». A la limite, elle aurait été « de Gishiha », le centre protestant, comme la majorité des soi-disant insurgés étaient protestants, tout comme leurs chefs. Personne à Vugizo/Martyazo/Bukurira ne connaît quoi que ce soit à propos de la soi-disant République de Martyazo, à part ceux qui peuvent l'avoir lu dans une publication ou une autre. C'est juste un mythe que quelqu'un, quelque part, a mis sur papier, et le mythe s'est propagé. Ou est-ce juste un concept ?

MAKAMBA, 1972 : LE SITE DE VUGIZO, LIEU SINISTRE MEMOIRE

La Commission Vérité et Réconciliation compte approcher l'ancien administrateur de Vugizo et l'ancien gouverneur de Bururi de 1972, pour qu'ils éclaircissent la Commission sur la réalité de la tragédie qui a frappé la région, notamment les massacres de la colline de Gikuzi. Amb. Pierre Claver Ndayicariye, Président de la CVR l'a indiqué lors du lancement officiel de la deuxième phase d'exhumation dans la province de Makamba. Cette activité a été rehaussée par la présence du 1^{er} Vice-président de l'Assemblée Nationale du Burundi, Hon. Dr Sabine Ntakarutimana.

La cérémonie a eu lieu mardi 15 septembre 2020, à la colline Gikuzi, commune Vugizo de la province de Makamba. Des fouilles de fosses communes ont été effectuées sur cette colline ainsi qu'à Martyazo et Gishiha, et les recherches ont abouti à la confirmation du carnage de mai 1972. En effet, à Gikuzi, la CVR a découvert 8 fosses communes qui ont été vérifiées et confirmées.

Le Président de la CVR a expliqué devant les invités que le *modus operandi* pour arrêter et massacrer sélectivement des innocents était sophistiqué. Il a révélé que la CVR a appris des informateurs locaux que les populations étaient invitées aux réunions de paix et d'unité (*inama z'amahoro n'ubumwe*) par l'autorité publique et par les responsables militaires de l'époque. Arrivées au terrain de football de Gikuzi, poursuivi M. Ndayicariye, ces populations se sont vues divisées sur base ethnique. Les hutu étaient regroupés dans une pièce et les tutsi à côté. Un peloton militaire lourdement armé était déjà là pour exécuter les hutus sélectionnés, a dit le Président de la CVR.

Un passé douloureux ignoré par la communauté internationale

Le Président de la CVR a aussi dit dans son discours de circonstance qu'il y a une histoire de notre pays que la communauté internationale ignore ou ne veut pas lire. Selon lui, les jeunes burundais découvrent peu à peu qu'il y a une histoire tragique que les burundais, les parents ont caché à leurs enfants. Amb. Ndayicariye a expliqué qu'en mai 1972, sur la colline de Gikuzi, des femmes tutsi et hutu ont été violées devant leur mères avant d'être tuées et jetées dans des fosses communes. Il a précisé que la CVR dispose de noms de ces femmes victimes de cette barbarie sans nom.

MAKAMBA: 1972, LE PEUPLE PRIS ENTRE DEUX FEUX

La commune de Vugizo est l'une des communes les plus touchées par le carnage de 1972. Les rescapés sont d'un nombre que personne ne saura jamais exactement. Car plusieurs ont été jetés dans des fosses communes, d'autres jetés dans des rivières, d'autres dévorés par des camassiers. Mais les témoignages dont disposent la Commission Vérité et Réconciliation sont accablants tant pour les soldats gouvernementaux que pour les rebelles dits mayi mayi.

Eclairage

Des ossements de plus de 1.200 victimes déjà exhumés depuis le mois d'août dans les deux provinces de Rumonge et Makamba depuis le lancement fin août 2020 des activités d'exhumation de fosses communes confirmées. Dans Makamba, ces fosses communes sont disséminées sur plusieurs collines comme à Gikuzi où les militaires avaient rassemblé un grand nombre de personnes en 1972. D'autres fosses communes ont été découvertes sur les collines de Gishiha et Martyazo dans la commune de Vugizo.

Des témoins ont raconté à la CVR des scènes d'horreur, comme ce sexagénaire de la colline Martyazo qui a été personnellement témoin du massacre des siens, des tueries qui ont touché hutu et tutsi. Tout le monde à Vugizo raconte presque la même histoire. La guerre a commencé chez eux un certain dimanche 30 avril 1972. « Nous venions de célébrer la première messe qui avait eu lieu dans la paroisse de Martyazo, affirme un militaire à la retraite. J'ai vu un chauffeur d'une voiture VW couverte de sang venir informer de l'assassinat, à Nyanza-lac, de Frédéric Niyonizigye, l'administrateur de Vugizo. La veille, cette autorité communale était à Rumonge » Les auteurs de ce crime seraient des Mayi-Mulele qui ont aussi tué plusieurs centaines de tutsi dans la commune de Vugizo en particulier.

Et le pire a suivi dès lundi 1^{er} mai 1972. Ainsi, chacune des 21 collines de la commune de Vugizo avait une maison du parti UPRONA. Ce jour-là, tous les drapeaux et toutes les permanences de ce parti politique ont été brûlés. Et le lendemain, les mayi mulele ont procédé aux arrestations en cascade des tutsi. Les mayi mulele parlaient swahili, d'autres kirundi selon les témoins qui ajoutent qu'ils étaient armés de machettes, de lances et de gourindins. Ils ont envahi Vugizo et Makamba en provenance de Nyanza Lac. Ils ont occupé pendant quelques jours le bureau communal de Vugizo avant qu'ils ne soient chassés par les soldats gouvernementaux. Un évangéliste nommé Jacques Ndamugoranye est aussi régulièrement cité pour avoir sauvé des tutsi.

UNE RÉPRESSION IMPITOYABLE ET SYSTÉMATIQUE



Visite du Commandant du camp Nyanza-lac, Lieutenant-colonel Ndayisenga Désiré au site de Gikuzi

Alors que les témoignages des tutsi parlent du salut obtenu dès l'arrivée des militaires, ceux des hutu accablent ceux-ci et en parlent en terme de carnage fait au centre de santé de Vugizo. Après le départ des rebelles mayi-mulele, les militaires burundais ont semé la terreur au sein de la population hutu résidant à Martyazo et Gikuzi. Plusieurs ont témoigné avoir vu à Martyazo des soldats burundais

dans des voitures, vêtus d'herbes et d'autres objets de dissimulation. Ils ont appelé à haute voix la population : « Venez nous accueillir, nous sommes vos frères, nous venons vous récompenser pour le travail que vous avez accompli ». Plusieurs hutu ont ainsi quitté leurs maisons pour rencontrer ces soldats. Après avoir rassemblé un grand nombre d'entre eux, et notamment ceux de la localité de Gasebeyi, les soldats ont alors sorti leurs armes et ont commencé à tirer sur tout le monde. Celui qui a pu échapper à ce massacre a pris le chemin de l'exil vers Kagunga en Tanzanie, expliquent ces témoins.

D'autres témoins ajoutent que pendant cette période, la population de Gikuzi avait été invitée à une réunion exceptionnellement réservée aux hommes et aux jeunes hommes. Cette réunion s'est tenue sur le terrain de football de Gikuzi, qui est très proche de l'ancien bureau communal et du tribunal résidentiel de l'époque. Après un certain temps, cette population s'est retrouvée encerclée par les militaires. Et par la suite, des listes d'appels ont été établies sur place et par colline. Les hutu ont été sélectionnés et rassemblés dans la cellule du tribunal de résidence et ont été fusillés par des soldats en provenance de la province de Gitega. Le nombre de victimes restera inestimable à ce jour.

En plus des assassinats, il est régulièrement fait mention de vaches, de biens mobiliers et des propriétés foncières. Plusieurs disparitions d'intellectuels et autres personnes aisées, surtout des enseignants hutu des écoles primaires sont citées devant la CVR. Les familles des victimes de 1972, bahutu comme batutsi déplorent les crimes commis dans l'impunité totale. Ils demandent à la CVR de travailler main dans la main avec le gouvernement pour que les générations futures connaissent l'histoire douloureuse que notre pays a connue, de renforcer les enseignements sur le patriotisme, sans distinction ethnique et sociale afin que cette génération puisse comprendre que les Burundais, sont tous les fils d'Adam. Dans leur ensemble, ils souhaitent que les crimes de sang d'une telle ampleur ne se reproduisent plus au Burundi.

DISCOURS DU PRESIDENT DE LA CVR A GIKUZI, VUGIZO, LE 15/09/2020 (SUITE)

Dans ce pays, le mensonge et l'hypocrisie ont tué des innocents. La jalousie et la paresse ont endeuillé le pays. La haine ethnique, l'égoïsme, la cupidité, le dédain et le mépris de l'autre, le sens peu élevé de l'Etat et les clivages claniques et régionalistes ont précipité le Burundi dans le gouffre de la barbarie. Les fosses communes de Gikuzi, Jongwe, Gishiha, Rabiho, en Commune de Vugizo pour n'en citer que celles-là, nous réunissent aujourd'hui. Avec les fosses communes de 1972 et celles des autres crises sur lesquelles travaille la CVR, l'opinion nationale et internationale découvre la réalité longtemps cachée.

Depuis le 25 août 2020, au moins sept fosses communes ont été exhumées et d'autres ont été retrouvées détruites. Toutes ces fosses totalisent les restes humains de plus de 400 personnes tuées dont un bébé de trois mois dans la fosse commune de la sous colline Butambasha, Colline Karinzi en zone Kayogoro de la commune Mabanda. Des familles entières ont été décimées sans distinction d'âge, de sexe et de rang social. Aujourd'hui donc, nous avons plusieurs fosses communes que la CVR va exhumer du 15 au 26 septembre 2020. En commune de Vugizo, nous avons : En Zone Vugizo, sur la colline Gikuzi, 8 fosses communes vérifiées et confirmées, soit 7 fosses datant de mai 1972 et une fosse commune de 1997 ; En Zone Gishiha, sur la colline Rutegama, en face du Lycée communal de Gishiha, 1 fosse commune vérifiée et confirmée à l'intérieur de la mission Pentecôtiste de Gishiha ; En Zone Gishiha encore toujours, sur la colline Jongwe, une fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ; En Zone Gishiha encore, sur la colline Martyazo, sous colline Rusenyi, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ; En Zone Gishiha enfin, sur la colline Rabiho, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée. Signalons qu'à Rabiho, il avait été signalé plus d'une fosse commune mais les informations recueillies sur place indiquent que d'autres fosses ont été détruites.

Commune Mabanda : En Zone Kayogoro, sur la colline Karinzi, sous colline Musebeyi, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée ; En Zone Gitaba, sur la colline Karonge, sous colline Murenge, 1 fosse commune datant de 1972 vérifiée et confirmée. Pour la fosse commune de Gishiha non loin de la zone du même nom, les restes humains ont été repérés à une profondeur de 4 mètres. Les personnes assassinées ont été jetées dans une toilette de 12 m de profondeur. Les images sont insupportables. Le souvenir est pesant et le silence des tueries est trop lourd. Mais face à l'histoire, la vérité ne pourrait jamais. C'est cette vérité que les veuves et les orphelins encore vivants révèlent timidement à la CVR aujourd'hui. C'est un miracle que Dieu a réservé aux Burundais pour qu'ils comprennent que la mort des innocents alimente la violence, les blessures traumatiques et le chagrin communautaire. Tenez, en Zone Gisenyi, sur les collines Gisenyi et Munonotsi de la Commune Makamba, la CVR a directement parlé aux vieillards qui ont été utilisés pour jeter les personnes tuées dans les fosses communes. Ces vieillards ont montré à la CVR la localisation précise des fosses communes. Les mêmes vieillards ont témoigné. En témoignant devant les Commissaires et les cadres de la CVR, ils disent qu'ils se sentent soulagés. Ils citent les noms des personnes tuées ; ils citent les principaux acteurs de l'époque. C'est un miracle que Dieu ! A Nyanza-Lac, la CVR a déjà rencontré quelques Burundais, Hutu et Tutsi, qui ont été utilisés comme des "Mulele" en 1972. Ces personnes sont encore en vie. Aujourd'hui, ce sont des citoyens très ordinaires.



Etat du stock des restes humains de la province de Makamba au 21/09/2020

Depuis que la CVR est déployée dans les provinces du Sud (Rumonge, Makamba et prochainement à Bururi), nous nous intéressons à toutes les informations relatives aux signes précurseurs de la crise du 29 avril 1972. Je pense en particulier au phénomène dit "Mayi Mulele" dont les acteurs politiques et militaires de 1972 parlent beaucoup ; aux visites des autorités politiques et militaires dans Rumonge à la veille du 29 avril 1972 ; au match de football organisé à Rumonge à la même période, en liaison avec les fameuses soirées dansantes organisées dans plusieurs provinces du pays et à l'assassinat de l'ex- Roi Ntare V au Camp des Commandos de Gitega la nuit du 29 avril 1972. La Commission Vérité et Réconciliation cherche aussi à comprendre comment, par qui et quand les listes préétablies des personnes à arrêter et à tuer ont été confectionnées à travers tout le pays. Ces enquêtes et investigations demandent du temps, de la patience et surtout un professionnalisme rigoureux.

Merci à toutes et à tous d'être venus soutenir les missions de la CVR en quête de la vérité pour libérer les familles, les individus et la communauté nationale. Parmi vous, certains découvrent la commune de Vugizo pour la première fois. Les cadres natifs de Vugizo traînent les blessures des atrocités de 1972 depuis 48 ans. Beaucoup de veuves et orphelins sont morts dans la misère et le dénuement total. Les familles ont été dépouillées de leurs biens. Aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, en Europe, les orphelins qui y vivent témoignent à distance. Ils nous parlent du calvaire vécu par leurs familles. Les victimes des disparus ici éprouvent encore de la peine à témoigner. Supportant encore le lourd fardeau du choc de ce qu'elles ont subies, elles vivent dans une peur inouïe et ne parviennent pas à parler librement. Les présumés auteurs encore en vie essaient de terroriser ceux qui voudraient témoigner. Personne ne devrait avoir peur. Le travail de la CVR vise la mission ultime de découverte de la vérité en vue d'une véritable réconciliation. Ainsi, nous interpelons tout un chacun de sortir de son silence pour parler. Le mal doit être contesté et dénoncé. Signalons en passant que quiconque entrave le travail de la CVR est pénalement puni par la loi. Les victimes doivent être soulagées ; le pays doit retrouver une paix durable. Prions Dieu le Tout Puissant pour que les hommes et les femmes de ce pays changent positivement. Notre société a besoin davantage de messagers de paix et d'unité qui vivent l'unité et propagent la paix dans les familles et les collines de ce beau pays.

Vive la vérité et la paix au service de la réconciliation ! Je vous remercie.

UN TEMOIGNAGE HORS-PAIR: LES REBELLES MAYI MULELE EN 1972 VOULAIENT RENSER LE REGIME DU PRESIDENT MICOMBERO

Ce témoignage que vous allez lire est inédit. C'est un récit fait à la Commission Vérité et Réconciliation par un homme qui prétend avoir participé aux réunions clandestines des mayi mulele en 1972. Nous publions ici des éléments essentiels de son témoignage car la CVR n'avait jamais entendu cela nulle part ailleurs.

Il raconte :

« Avant le début de la crise de 1972, des réunions clandestines étaient tenues dans le but de renverser le Président Micombero. La mission de tuer ce dernier ayant échoué, il profita de l'occasion pour exterminer les hutu.

Déjà depuis 1966, des arrestations en cascade visant de riches hutus et des intellectuels ne cessaient guère. Ce fut le cas d'un ancien député nommé Biyorero qui fut enlevé et battu mais qui fut libéré par la suite. D'autres nombreuses arrestations étaient observées dans tout le pays, notamment dans les provinces de Ngozi et Gitega. C'est ainsi qu'un certain nombre de hutus se décidèrent de s'organiser pour se libérer du joug et de renverser le régime divisionniste du Président Micombero.

En 1969, une réunion a eu lieu sur la colline Busebwa, en zone Gatete de la commune et actuelle province Rumonge. J'ai participé à cette réunion où il y avait aussi des gens proches du Président Micombero. La réunion a vu aussi la participation d'un homme appelé Célius qui devait succéder au Président Micombero. Il y avait aussi un officier de l'armée, le Commandant Misigaro, ainsi qu'un certain Adolphe Nyandwi. Celui-ci était du même groupe sanguin que Micombero. C'était même son donneur de sang. »

1972 : une guerre archaïque avec des talismans tanzaniens et congolais

Le témoin poursuit son récit en disant que les armes offensives prévues en avril 1972 pour faire face à l'armée de Micombero n'étaient que des lances et des machettes. Il reconnaît d'ailleurs que ces armes n'allaient pas tenir devant une armée entraînée avec des équipements modernes comme des fusils, des hélicoptères et des véhicules blindés. Les participants aux réunions ont été surpris.

« En 1971, trois marabouts dont deux tanzaniens et un congolais ont été recrutés pour la protection du groupe décidé de renverser Micombero. Les deux tanzaniens avaient la mission de protéger les lances et les machettes des combattants alors que le congolais devait leur donner des talismans anti balles. Par ailleurs, une tactique avait été convenue pour l'élimination physique de Micombero. Le Président devait être éliminé chez l'une de ses concubines. Tout le monde savait que le Président Micombero adorait les femmes. La mission devait être exécutée par un nommé Adolphe Nyandwi. Mais la mission a échoué en raison du non-respect du programme décidé lors de la réunion tenue à Busebwa. Le Président Micombero devait être assassiné le soir du 29 avril 1972 par des soldats para-commandos venus de Gitega et de Bujumbura. Adolphe Nyandwi, le confident de Micombero devait se rendre pour la deuxième fois à Bujumbura pour superviser ce programme d'assassinat de Micombero, mais au lieu de s'y rendre, il a rebroussé chemin. Il a pris le chemin de Minago pour se saouler avec des femmes. La suite fut que les assaillants lancèrent quand même l'attaque, le soir du 29 avril, mais sans coordination. Ce fut l'occasion pour Micombero de mettre en pratique son plan d'extermination des hutus en commençant par les mêmes soldats de Gitega qui avaient été chargés de le tuer. »

Le témoin a dit qu'il était en 1972 un jeune pionnier du parti Uprona poursuit son récit à propos des attaques du 1^{er} mai 1972 à Rumonge.

« La crise proprement dite a commencé au terrain de football de Rumonge. Le 1^{er} mai était un jour de la fête nationale, la fête du travail et des travailleurs. Une grande foule de personnes chantant des louanges pour le Président Micombero a été envahie par les mayi mulele. Mais le seul muleliste dont je me souviens est le nommé Ryobogoye. C'est lui qui a coupé la tête de la première victime sur le terrain du stade de Rumonge. »



Rangement des ossements humains retirés des fosses communes, le 25/09/2020

D'autres témoignages récoltés à Mugara et à Gatete disent que les mulélistes étaient des hutus mécontents des menaces et divisions exercées contre eux par le pouvoir de Micombero. La localité de Mugara était habitée par des familles aisées, possédant des magasins et des boutiques. L'économie y était florissante grâce à la culture du café robusta et du palmier à huile.

RUMONGE: HISTOIRE D'UNE FOSSE COMMUNE SITUÉE DANS LA COUR INTÉRIEURE DE L'HÔPITAL

Deux récits faits à la CVR à propos d'un massacre perpétré par des militaires burundais tout au début du mois de mai 1972, à la recherche des combattants mayi mayi. La Commission Vérité et Réconciliation a retiré de la fosse commune de l'hôpital Rumonge des restes humains de 497 victimes devant la salle de pédiatrie. Même le Directeur de l'Hôpital n'en revient pas...

Ce récit a été confirmé par d'autres témoins de Rumonge, dont N.K., N.Issa et N.Alexis.

La fosse commune excavée par la CVR à l'intérieur de l'hôpital de Rumonge date de la crise de 1972. Durant cette crise, bon nombre de personnes ont fui vers ce lieu, mais, quelques jours, selon des survivants, ces personnes ont été encerclées par les militaires à la recherche des rebelles dits « mayi mulele » dans cet hôpital.

Les militaires ont tué toutes les personnes qui se trouvaient à cet endroit. Et, une fosse commune en forme de tranchée a été creusée cinq jours après le carnage dans la cour intérieure de l'hôpital pour y déposer les corps, dont certains étaient déjà en décomposition. **Dimensions de la fosse commune:** Elle mesure 16 mètres de long, 2 mètres de large et 2,5 mètres de profondeur.

RESULTATS DES TRAVAUX D'EXCAVATION DE LA FOSSE COMMUNE DE L'HÔPITAL DE RUMONGE, EN DATE DU 17/09/2020

Une équipe de travailleurs engagés par la CVR pour effectuer des fouilles dans la fosse commune de 1972 située dans les enceintes de l'hôpital de Rumonge, a fait des excavations qui ont permis de déterrer trois grenades et plusieurs ossements. Le bilan journalier de l'excavation du 16/9/2020 s'élevait à 166 personnes excavées dont 2 crânes complètes, 35 douilles, 9 paires de chaussures, 9 ceintures, 10 portemonnaies ainsi que plusieurs vêtements. A la fin de la journée du 17/9/2020, la même équipe de travailleurs a retiré de la même fosse commune de l'hôpital de Rumonge des ossements de 116 victimes, 47 douilles, 2 ceintures, 5 portemonnaies, 5 cartes d'identité dont 1 seule est lisible, 1 grenade endommagée, 3 billes, 2 stylos à bille, 02 peigne, un bracelet et 4 pièces d'argent.



Hôpital de Rumonge : Le Directeur de l'hôpital, Dr Nditoreye Ernest, (à gauche) avec deux Commissaires de la CVR, Abbé Pascal Niyonkuru et Mme Goreth Bigirimana

L'équipe CVR en charge des auditions a écouté d'abord le nommé S.J., un témoin de Rumonge qui affirme qu'en 1972 il avait déjà 17 ans, et qu'il a vu des gens armés de machettes qui tuaient des tutsi. Il a affirmé avoir aussi vu des militaires venir tuer des hutu, sans distinction. Lui-même, il a confirmé avoir participé, avec une vingtaine d'autres gens, à l'enterrement d'une centaine de victimes hutu fusillées par l'armée à l'intérieur même de l'hôpital de Rumonge. Selon lui, ces victimes ont été enterrées 5 jours après le drame, au moment où les corps commençaient déjà à se décomposer.

Résumé du récit de S.J. :

« Mon nom, S.J.. Je suis le fils de B.R. et de N.Ch. Je suis né en 1955 à Gihwanya, commune Rumonge, province Rumonge. En 1972 j'étais à l'école au moment où il y a eu un ordre d'aller assister au match de football au stade de Rumonge. Mais le Directeur de l'école m'avait retiré de la ligne des élèves qui devaient aller au stade car il je n'avais pas porté l'uniforme scolaire ce jour-là. Le soir, j'ai appris que la secrétaire communale, Madame Simon avait été tuée. Le lendemain, dimanche, des combattants mayi mulele venant de Mugara, Kigwena, Buruhukiro et Minago sont rentrés au marché pour tuer des hutus et des tutsi. Les nommés Mvano Gabriel et Maronko Mossi, tous hutus, étaient des informateurs des mayi mulele. Après trois jours, les militaires venant de Bujumbura sous le commandement de Nimubona Alexis ont commencé à tuer la population hutue. Ils ont aussi tué un tutsi qui avait une ressemblance avec les hutu. Au même moment, Shibura Albert et Yanda André ont tenté de rentrer sur Bujumbura, mais ils se sont heurtés à une barrière gardée par des mayi mayi. Ils ont dû rebrousser chemin pour passer par Buyengero. Par ailleurs, une voiture des journalistes a été brûlée et pillée à Minago... Il existe trois fosses communes dont la troisième est située à l'hôpital. C'est là où les victimes du carnage de l'hôpital ont été enterrées une semaine après leur mise à mort. Après cette opération, les militaires sont partis vers Murembwe et les jeunes membres de la JRR ont commencé à chercher des hutus dans leurs domiciles. Ils leur disaient qu'ils devaient aller saluer le drapeau ou faire la vigile. Mais en réalité ils allaient les jeter dans la rivière Murembwe. C'est l'administrateur communal, Nyambere Damas qui prenait la dernière décision quant à la mise à mort. Un arabe nommé Muhamedi Amdani, qui était commerçant et qui avait refusé de donner ses tonneaux aux mayi Amani pour dresser une barrière sur la route, a été à son tour tué à la machette. Quant aux conséquences, il y a eu des abandons dans les écoles, le chagrin dans les familles des victimes ».

Pour l'informateur, il serait bon de faire un enterrement digne des restes humains, et accorder des réparations aux familles des victimes qui ont perdu des magasins, des voitures, etc. La CVR devrait de son côté donner beaucoup de séances de sensibilisation à la population. Il propose enfin qu'il y ait un monument du "PLUS JAMAIS ÇA AU BURUNDI".



Plusieurs objets exhumés de la fosse commune de l'hôpital de Rumonge: souliers, carte d'identité, douilles, chapeau, ceintures, portemonnaies, habits...

Sous la plume de Fabrice Manirakiza, le journal Iwacu a écrit le 25/09/2020 : « *Gitega-Karusi : une délégation de l'EAC visite des fosses communes de 1972* ». Nous reprenons en intégralité l'article. Celui-ci peut aussi être lu sur le lien suivant: <https://iwacu.global.ssl.fastly.net/gitega-karusi-une-delegation-de-leac-visite-des-fosses-communes-de-1972/>



La délégation de l'EAC en train de visiter une fosse commune sur la colline Mashitsi, commune Giheta de la province Gitega

Cette délégation de l'EAC, conduite par son secrétaire général, Libérat Mfumukeko, a visité, ce jeudi 24 septembre 2020, plusieurs sites des fosses communes se trouvant dans les provinces de Karusi et Gitega. Cette visite a commencé sur la rivière Ruvubu, commune Shombo en province Karusi où 8 fosses communes de la crise de 1972 ont été découvertes. Selon le président de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR), il y avait plus de 7000 victimes. «Elles sont originaires des provinces Gitega, Karusi, Ruyigi, Ngozi, Mwaro et ailleurs.» Selon lui, les victimes étaient d'abord arrêtées, transférées dans un camp militaire à Gitega, conduites au parquet de Gitega et par après jetées dans des fosses communes. «Ces victimes n'ont pas été condamnées par aucune juridiction.»

La délégation s'est rendue ensuite sur le site de la colline Mashitsi de la commune Giheta en province Gitega. Quatre fosses communes de 1972 ont été découvertes avec 1791 victimes. Selon Pierre Claver Ndayicariye, les témoins indiquent que ce sont les autorités administratives et militaires qui identifiaient les sites. «Dans ces fosses communes, nous avons trouvé des habits, des chaussures et même une prothèse dentaire en o.r.» Le troisième site visité se trouve sur la colline Mutobo dans la même commune Giheta. «Nous avons trouvé 2 fosses communes. La première se trouvait sous une maison. C'est le propriétaire qui nous a renseignés. 658 victimes étaient ensevelies dans ces fosses communes», a expliqué le président de la CVR. D'après ce dernier, la CVR travaille aujourd'hui, principalement, sur la crise de 1972 et par après elle va aussi se pencher sur les crises de 1988 et 1993.

«Le travail de la CVR est important pour la réconciliation du pays»

«C'est une visite de travail avec des collègues du département Paix et Sécurité et aussi des Affaires politiques de l'EAC ainsi que les cadres du ministère en charge des Affaires de la Communauté est-africaine», a indiqué Libérat Mfumukeko. Selon lui, le traité établissant cette communauté les oblige d'assister les pays en matière de paix et sécurité. «Nous avons été invités par la CVR pour que nous puissions nous rendre compte de l'envergure du travail qu'elle est en train d'accomplir mais aussi nous faire rencontrer l'histoire du Burundi. Il est important que les autres pays de la communauté connaissent cette partie cachée de l'histoire du Burundi.» Libérat Mfumukeko trouve qu'il est important d'appuyer les structures mises en place, notamment la CVR et autres, pour la reconstruction du pays après des crises répétitives. «Nous allons communiquer ce message à nos collègues de l'Afrique de l'Est en leur montrant ce qui est en train d'être fait par la CVR, leur expliquer les objectifs et leur demander d'appuyer le Burundi.»

Le président de la CVR, Pierre Claver Ndayicariye, a profité de cette occasion pour inviter tous les ambassadeurs accrédités au Burundi de faire de même.

ENQUETES ET EXHUMATIONS DES FOSSES COMMUNES DE LA CRISE DE 1972 DANS LES PROVINCES DE RUMONGE ET MAKAMBA

La Commission Vérité et Réconciliation du Burundi vient de totaliser six semaines de travail dans deux provinces du Sud: Rumonge et Makamba. Depuis le 24 août 2020, une forte attention des Commissaires et Cadres a été focalisée sur la crise de 1972. L'administration locale des deux provinces a prêté une main forte à une CVR décidée de comprendre mieux la vérité sur ce que les uns et les autres ont appelé pudiquement « les événements de 1972 ».

Les équipes de la CVR ont travaillé dans la transparence. Elles étaient confiantes qu'avec l'appui de la population, la vérité viendrait d'elle-même au grand jour. Et la CVR a mené des enquêtes approfondies. Elle a ainsi su qu'il y a eu beaucoup de personnes innocentes qui ont péri dans cette crise, comme il en a été le cas avant, soit en 1965 et 1969, et même dans les crises qui ont suivi en 1988, et 1993 et au delà .

La CVR est consciente que la paix ne peut pas durer si la génération actuelle construit sur le mensonge. Satan a dominé le cœur de plusieurs burundais qui en sont venus à tuer leurs frères et sœurs. Les parents ont, dès lors, une tâche immense : celle d'éduquer les enfants et de leur inculquer l'amour, l'unité et la concorde nationale.

Ce fut le message de Pierre Claver Ndayicariye à Gikuzi comme à Minago, les 24 et 25 août 2020, lors du lancement des travaux d'enquêtes et excavations des fosses communes éparpillées dans les deux provinces de Rumonge et Makamba. Des citoyens honnêtes, hommes et femmes, hutus et tutsis sont venus se confier à la CVR pour expliquer aux Commissaires ce qu'ils ont vu et vécu en 1972. Des révélations qui, pour certaines relèvent du miracle de Dieu, tels que ces jeunes garçons qui ont été habillés en robes de filles pour échapper aux tueries, ou cet homme de Birimba qui est sorti indemne des cadavres lors du massacre à l'hôpital de Rumonge, début 1972. A Minago, c'est un arbre mémoire qui a été planté sur la fosse commune du marché, afin d'en faire un mémorial.

Commissaires et Cadres de la CVR en savent maintenant mieux sur les attaques des mulélistes, fin avril 1972, dirigées contre les tutsis et les contre-attaques de l'armée qui firent aussi des victimes tant dans les rangs des assaillants que dans la population civile innocente. La CVR en a également appris beaucoup sur les mesures de vengeance qui ont provoqué tueries, saccages, pillages, exil, vols et viols. Dans tous les cas, les ossements exhumés dans les 32 fosses communes renseignées, 23 vérifiées et 15 confirmées de Rumonge et d'où sont sortis les plus de 1200 victimes, y compris celles de Nyanza Lac ... sont des preuves irréfutables de la barbarie de l'année 1972.

Ce qui est aussi certain, c'est que les ouvriers engagés par la CVR ont excavé des fosses communes tant dans Makamba qu'à Rumonge, et que les Commissaires ont auditionné plus de 150 témoins et victimes de la crise de 1972 qui ont raconté des scènes ahurissantes des tueries : têtes coupées, personnes enterrées vivantes, membres découpés à la machettes, fusillades, utilisation de lances et autres instruments de guerre traditionnels, des mulélistes habillés en feuilles d'arbres, utilisations de décoctions pour se rendre invulnérables aux

balles, des familles décimées... En plus, des citoyens ont dénoncé un crime d'Etat qui n'a pas su protéger ses citoyens en danger de mort alors qu'il avait suffisamment d'informations sur l'imminence des attaques des rebelles mayi mayi depuis leurs bases de Nyanza Lac, Gatete et Kigwena.

L'une des vérités apprises dans le sud du Burundi est que le début de la crise de 1972 est dans le sud du pays, que les tutsi accusent les mayi mayi et les hutu de les avoir décimés alors que les hutu en veulent personnellement au Président Micombero et à son régime. La CVR maîtrise actuellement la géographie de la violence de 1972 et ses acteurs. Elle en sait davantage sur les présumés criminels, les victimes, les sauveteurs et leurs motivations, les rescapés, les fosses communes, etc. Un rapporteur exhaustif sera produit et envoyé à qui de droit le moment venu, comme le prévoit la loi.

BILAN PROVISOIRE DES EXHUMATIONS

Dans la province de Makamba:

| Phase | Fosses communes exhumées | Nbre de victimes exhumées |
|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Phase I (du 25/8 au 5/9/2020) | 07 | 433 |
| Phase II (du 14 au 26/9/2020) | 11 | 651 |
| Phase III (du 05 au 17/10/2020) | 05 | 23 |
| TOTAL | 23 | 1107 |

Dans la province de Rumonge:

| Phase | Fosses communes exhumées | Nbre de victimes exhumées |
|---------------------------------------|--------------------------|--|
| Phase I (du 25/8 au 5/9/2020) | 02 | Inconnus car les victimes ont été aspergées d'essence et brûlées |
| Phase II (du 14 au 26/9/2020) | 08 | 661 |
| Phase III (du 05 jusqu'au 14/10/2020) | 137 | 560 |
| TOTAL | 147 | 1221 |

A la date du 14 octobre 2020, la CVR avait déjà exhumé dans **170** fosses communes **2.328 victimes** de la crise de 1972 dans les provinces de Makamba et Rumonge.